

# AUDE

## Déclaration liminaire

### CTLocal 29.11.2019

Site de la section de l'Aude: <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>

Ce CTL se tient dans un contexte de colère rarement atteint. Les restructurations de la DGFIP et le plan Darmanin de Nouveau Réseau de « Proximité » (NRP) stressent les agents à un niveau inégalé. Le 16 septembre le taux de grève est un record historique sur un motif DGFIP ; le 14 novembre une 2ème grève mobilisait d'après vos décomptes à nouveau entre 30 et 50 % dans les services de base de l'Aude ; depuis septembre, quinze rassemblements soit l'équivalent d'un rassemblement par semaine ont mobilisé les agents, rejoints par les gilets jaunes, la population et les élus ; plus de **240** collectivités ont fait remonter leurs délibérations contre votre nouveau réseau de « proximité ». Rien qu'au mois de septembre, cinq collègues se sont suicidés sur leur lieu de travail en laissant des courriers, témoignages dramatiques des dégâts causés par la dégradation des conditions de travail que vous nous organisez. Et le nouveau DG qui ne daigne même pas se lever pour une **minute de silence**, l'intersyndicale nationale engageant par ailleurs la responsabilité de notre plus haut bureaucrate.

**Et pour que tout se passe mieux à la DGFIP**, les CAP nationales de recours et de mutations sont supprimées, et les derniers décrets publiés menacent y compris les CAPLocales. Concernant les droits de recours supprimés pour le télétravail nous aimerions par ailleurs savoir si la campagne actuelle est concernée par cette suppression des recours. Nous voulons aussi savoir si vous en savez plus sur la fin des **CAPLocales**.

Il y a des suicides à la DGFIP, il y a aussi un étudiant qui s'immole faute de pouvoir continuer ses études à cause de la pauvreté ; Macron répondra que « c'est un cas particulier ».

Il manque d'après les commentateurs 2 à 3 Milliards pour les services des urgences mais au même moment est mis à l'eau le dernier sous-marin nucléaire lanceur d'engins de classe Suffren Barracuda qui coûtent 3 milliards.

Les exemples peuvent se multiplier à l'infini.

Le budget de fonctionnement du ministère baisse à

nouveau de 120 millions d'Euros et nous attendons le détail des **5800 (4800 plus 1000) suppressions d'emploi DGFIP d'ici 2022**.

Nous vous demandons à ce sujet ce qu'il en est pour l'Aude alors que nous savons qu'à cette époque vous êtes déjà en contact avec la délégation régionale pour savoir combien vous allez supprimer d'emploi.

La CGT considère que les suppressions d'emplois, au-delà de la souffrance qu'elles génèrent pour les agents, entraînent une véritable détérioration de la qualité de service au public. **Mais vous n'en avez sans doute cure tant que** les petits arrangements entre amis vont bon trains. ...

## EN MARCHÉ



De ce côté là allez voir la dernière nomination de Thierry Breton ou de Barbat-Layani.

Revenons à la DGFIP d'aujourd'hui avec la perspective que vous proposez aux usagers et aux agents : un accueil des finances publiques saturé où les usagers défoncent la grille parce qu'ils veulent obtenir des réponses à leurs questions et où un escadron de police est "obligé" d'intervenir comme tout récemment à **Nice**; voilà sans doute la perspective pour l'accueil de Carcassonne avec les fermetures de trésoreries et la fin du calcul de la taxe foncière à Limoux et à Narbonne sous couvert d'un **SDIF** (et non pas d'un CDIF) départemental centralisé sur lequel nous avons beaucoup de question.

**Concernant le nouveau réseau** et votre version 3 comme vous l'appellez, quand est-ce que le ministère est censé valider ? Et nous avons bien noté que vous avez re-écrit dans les documents de ce Comité technique : « *Les opérations seront donc*

réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2022, en fonction de circonstances locales qui seront analysées pendant la phase de concertation. Bien entendu, les personnels et les élus en seront informés lors de la phase de validation nationale fin 2019. ».

Comme l'ont rappelé les camarades de l'intersyndicale, nous ne discuterons pas du NRP tant que vous n'aurez pas abrogé ce projet de nouveau réseau de « proximité » par une version 4.0 pour enfin permettre la concertation promise. Nous réclamons depuis l'annonce de ces mesures une véritable concertation, canton par canton, en réunissant agents des Finances Publiques, élus et usagers pour déterminer le réseau le plus adapté pour notre Administration des Finances.

Bien d'autres projets de restructuration sont en cours dans la DGFiP avec par exemple la publication du décret pour une mission interministérielle sur la fusion du recouvrement des impôts (DGFiP) et des cotisations sociales (URSSAF).

Le prochain rendez-vous de mobilisation est le 05 décembre pour nos retraites tandis que le gouvernement a récemment annoncé un allongement de la durée de cotisation avant même 2025 et la retraite par points qui est une baisse de la retraite pour tout le monde.

Revoyez vos projets, ne vous prenez pas pour des rois ! Ceux qui n'ont plus d'espoir n'ont plus rien à perdre. Ceux qui n'ont rien à perdre sont prêts à tout.

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11

Site de la section de l'Aude: <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>



**5 décembre 2019 :**  
Pour nos retraites, nos salaires,  
nos services publics,

**Poursuivons notre mobilisation à la DGFiP,  
Toutes et tous en grève et en manifestation !**

Les personnels des Finances publiques sont massivement mobilisés depuis des mois pour exprimer leur ras-le-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la DGFiP et pour exiger un renforcement du service public fiscal, comptable et foncier. Cela passe, notamment, par l'abandon du plan DARMANIN (dont le nouveau réseau de proximité), la réintégration des missions externalisées et privatisées, le maintien d'une organisation centrale à réseau déconcentré (à l'inverse des projets d'agences et de la mise sous tutelle des préfets), l'arrêt des suppressions d'emplois pour des embauches statutaires à la hauteur pour exercer toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

En matière de pouvoir d'achat, le gouvernement poursuit sa politique de disette : après le gel pluriannuel de la valeur du point d'indice entraînant une perte de pouvoir d'achat d'un niveau inédit pour tous les fonctionnaires, il s'attaque maintenant aux retraités.

En cherchant à mettre en place un « système universel de retraite par points », Macron-Delevoye veut liquider le régime général et les régimes spéciaux dont le Code des pensions civiles et militaires, le fonds spécial de pension des ouvriers des établissements industriels de l'Etat ou encore l'Ircantec. Les pouvoirs publics veulent réduire de manière drastique le niveau des retraites versées, allonger toujours et encore la durée de vie passée au travail, favoriser la retraite par capitalisation et porter un coup fatal à la fonction publique de carrière.

Un chiffre devrait par ailleurs convaincre les sceptiques de la nocivité du projet gouvernemental : 13,8 C'est, en pourcentage de la richesse produite (le PIB), le plafond de la masse monétaire que ce gouvernement entend consacrer au paiement des retraites et des pensions ! Or, la France consacre déjà entre 13 et 14 % des dépenses publiques au paiement des retraites. Cela signifie donc que l'augmentation certaine du nombre de

retraités conduira, avec cette option, mécaniquement à une baisse du niveau des pensions ! CQFD Les valeurs d'achat et de liquidation du point de retraite évolueront donc dans cette limite et en fonction des classes d'âge.

C'est donc bien vers une paupérisation des retraités et pensionnés que l'on s'oriente. Derrière une mécanique complexe présentée comme devant apporter plus de justice, nous sommes une nouvelle fois face à une volonté politique aveugle de réduction de la dépense publique aux dépens des droits sociaux, de destruction de notre modèle social.

**Pour dire NON à un avenir de misère**

**Pour dire NON aux réformes scélérates**

**Pour la défense du code des pensions civiles et militaires**

**Pour dire NON à un nouvel allongement de la durée de cotisation**

**Pour le retour de l'ouverture du droit à une retraite à taux plein à 60 ans.**

**Pour le maintien du calcul sur la base de l'indice détenu les 6 derniers mois et d'un taux de remplacement à 75 % pour une carrière complète.**

**Pour la garantie d'une retraite minimum égale au SMIC pour une carrière complète pour les salariés du privé comme du public.**

**Pour la prise en compte des spécificités et de la pénibilité des missions.**

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION  
LE 5 DÉCEMBRE 2019,  
ET RÉUNISSONS-NOUS DANS LA FOULÉE EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES  
POUR DÉBATTRE ET DÉCIDER DE LA POURSUITE DE LA MOBILISATION !**

